

# MARCHÉS Publics

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

### FOURNITURES SPECIFIQUES POUR LE RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE

#### 1- Objet du présent marché

Le présent CCTP est relatif à l'achat de produits et d'articles de consommables spécifiques pour le réseau de lecture publique de Dracénie Provence Verdon agglomération .:

La présente consultation a pour objet les prestations suivantes :

Fourniture et livraison de produits et d'articles de consommables spécifiques pour le réseau de lecture publique de Dracénie Provence Verdon agglomération : réseau des médiathèques communautaires.

Il s'agit de :

- Articles et de produits nécessaires à la conservation et/ou la réparation des livres et supports multimédia des médiathèques
- Produits de collage reliure et réparation de documents,

- Cartes de lecteurs personnalisées,
- Rubans pour titreuses,
- Articles divers pour le rangement, la présentation, le nettoyage des documents et des supports multimédia.

Ces prestations incluent la livraison sur le site de la Dracénie Provence Verdon agglomération cité ci-dessous et selon les indications données sur les différents bons de commande émis par le service logistique des médiathèques.

### **1.1, Site de livraison :**

Service logistique de la médiathèque d'agglomération : Pôle culturel Chabran Médiathèque Jacqueline de Romilly – 660 Boulevard John Kennedy, 83300 DRAGUIGNAN

Le matériel livré devra être conforme à toutes les normes et lois nationales et européennes en vigueur et aux stipulations du marché.

Le fournisseur s'engage à fournir à la livraison, toute la documentation rédigée en français, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant.

La description des fournitures et leur spécification techniques sont stipulées au bordereau des prix unitaires valant descriptif technique.

### **1.2 Qualité des produits**

#### **1.2.1 Niveau de gamme**

Le niveau de gamme à fournir attendu par la Personne Publique sur tous les produits listés à l'annexe "Bordereau des Prix unitaires" (BPU) est une qualité dite de "moyenne gamme" : cela correspond ni à un "1er prix", ou à une entrée de gamme, ni à l'inverse à un produit de haute qualité ou de grande marque française ou internationale.

Par ailleurs, les commandes hors BPU pourront concerner des articles de tout type de gamme.

#### **1.2.2 Qualité des produits escomptée**

Dans la mesure où certaines fournitures s'avéreraient non satisfaisantes et feraient l'objet de réclamations répétées lors de leur utilisation, il serait demandé leur remplacement par des fournitures similaires.

Il sera procédé de la même façon en cas de cessation de commercialisation d'un article.

Le titulaire du marché devra proposer un produit techniquement équivalent ou supérieur au produit initial. L'accord de la personne publique sera concrétisé par un avenant au marché ou par simple validation de la Direction de la Commande Publique de l'achat.

A noter, que toute modification de référence entraînant un prix unitaire différent du prix unitaire initial de l'article entraîne la passation d'un avenant.

### **1.3 Forme du marché**

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande. Les prestations sont rémunérées sur bons de commandes sur la base du bordereau des prix unitaires :

**Selon un montant maximum annuel de commande de 9 900 € HT.**

## **2- Durée du marché**

- 1- La durée du marché est d'un an à compter de sa notification. Il est renouvelable, par période d'une année, par reconduction tacite avec possibilité de résiliation par la personne publique sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée maximale du marché est de 4 ans (durée initiale et TROIS reconductions).

### **1.1 Emission des commandes**

Les commandes seront faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes délivrés par la Direction des Affaires Culturelles. Les commandes seront adressées **par courrier électronique ou directement sur le site du fournisseur.**

### **1.2 Commande hors bordereau**

Les besoins de la collectivité étant variés en la matière, des articles hors bordereau pourront être commandés au moyen de catalogues ou de tarifs fournisseurs qui devront être joints à l'offre du fournisseur. Les commandes hors bordereau ne pourront concerner que des articles ayant traits spécifiquement aux besoins liés aux présents marchés.

Ces articles hors bordereau feront l'objet d'une remise sur catalogue ou tarif, le rabais ainsi appliqué par l'entreprise sera défini dans le bordereau des prix unitaires.

### **1.3 Erreur de commandes**

L'entreprise titulaire devra en cas d'erreur de commande imputable à la Personne Publique reprendre à sa charge les fournitures litigieuses. Aucune indemnité n'est prévue dans ce cas.

Tous les articles peuvent faire l'objet d'un échange. La demande d'échange mentionnant l'article concerné et son montant doit intervenir dans un délai de 15 jours à compter de la réception, par voie postale ou par fax.

La direction demanderesse devra joindre à la demande d'échange, un bon de commande complémentaire faisant référence à la commande initiale. Si le montant de l'échange est inférieur au montant initial, le fournisseur devra adresser aux services de la Personne Publique, dès réception de l'article échangé, un avoir visant la facture initiale, puis une nouvelle facture. L'article échangé sera récupéré concomitamment à la livraison du nouvel article.

### **1.4 Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à garantir pendant toute la durée du marché, un niveau de qualité constante des produits. A ce titre, les produits livrés devront être conformes aux produits proposés par le titulaire à l'appui de son offre.

En cas de changement de référence en cours de marché, le titulaire est tenu de soumettre à l'acceptation de la collectivité, le ou les nouveaux produits de remplacement qu'il propose et de remettre à l'appui de sa proposition un échantillon gratuit. Ce ou ces nouveaux produits ne peuvent être de qualité inférieure à celle proposée dans l'offre initiale, leurs prix doivent être conformes aux prix du marché. Les nouveaux produits sont livrés au titre de commandes émises postérieurement à l'accord de la collectivité.

### **1.5 Ordre de service**

Conformément au CCAG-FCS.ent à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire pourront être passés"

## **2 - Assurance**

Le prestataire devra être assuré pour l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution du marché.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Chapitre 2 - Prix et règlement**

### **Article 1 – Prix**

#### **1.1 Mode d'évaluation des prestations**

**1.1.1.** Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### **1.1.2 Prestations traitées à prix unitaires**

Les prestations seront traitées à prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées selon le bordereau des prix unitaires annexé à l'offre selon le montant annuel indiqué au présent CCP.

Les prestations pour lesquelles le titulaire s'engage intervenir sur demande du pouvoir adjudicateur feront l'objet de bons de commande; comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations.

#### **2.2 Variation des prix**

##### **2.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché**

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo). Ce mois appelé " mois zéro " est fixé dans l'acte d'engagement.

##### **2.2.2 - Type de variation des prix**

Les prix établis sont fermes pour la première année d'exécution pour les articles du bordereau des prix unitaires ou hors BPU.

Le titulaire est tenu dans les 15 jours de la notification du marché de faire parvenir ses tarifs publics en vigueur pour la première année d'exécution et comportant l'ensemble des articles présents sur le BPU et pouvant être commandés hors BPU.

Dans le cas d'un renouvellement du marché par reconduction, les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse selon les modalités suivantes :

Concernant les prix fixés dans le cadre du bordereau des prix :

Les prix établis sont fermes pour la première année. Ils sont ensuite révisables à chaque date anniversaire de la prise d'effet du marché.

Le prix actualisé P est obtenu en appliquant la formule suivante :

P1 = Prix révisés

C = Coefficient

PO = Prix initiaux

$P1 = PO \times C$

$C = 0.15 + 0.85 I/I_0$

I = dernier indice connu de l'INSEE à la date de révision, des prix à la consommation (IPC) ensemble des ménages – France entière (métropole + DOM), par fonction de consommation – Autres articles de bureau, dernier indice connu à la date de révision.  
**Identifiant 000638091.**

Io = même indice publié à la date du mois de remise des offres.

Le coefficient résultant du calcul de la formule d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

#### Concernant les tarifs catalogues fournisseurs :

Dans le cas d'un renouvellement du marché par reconduction tacite, **les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse par référence à l'ajustement au tarif public du titulaire.** La révision s'effectue par application du taux de remise figurant à l'acte d'engagement du marché au nouveau tarif.

Le titulaire s'engage à communiquer à la collectivité le nouvel extrait du ou des tarifs relatifs aux articles, accompagné le cas échéant de la documentation commerciale correspondante (catalogues fournisseurs) ; **il donne toutes précisions utiles justifiant ce tarif.**

Les nouveaux tarifs, dûment révisés, entrent en vigueur à compter de la date de révision susvisée ou à la date de l'application de l'ajustement du tarif public.

Ils appliquent aux commandes émises à compter de l'entrée en vigueur du nouveau tarif.

La possibilité de révision n'est possible qu'une fois par gamme d'article au cours d'une année d'exécution.

En cas d'abandon ou d'arrêt de publication de l'indice ci-dessus, le titulaire fait application du coefficient de raccordement proposé soit par le B.M.S de l'INSEE soit par le BOCCRF. En cas de pluralité des coefficients de raccordement, il sera fait application du coefficient résultant de l'observation de la période la plus longue.

Lorsqu'une mise à jour a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune mise à jour avant la mise à jour définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### Clause de sauvegarde :

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, l'administration se réserve le droit de résilier sans

indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % par rapport aux tarifs initialement proposés par le titulaire pour le marché. Cette résiliation n'emporte aucun droit à indemnité pour le titulaire.

### **3.3** Livraison

**3.3.1.** Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

**3.3.2.** La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Il est rappelé que la signature du bon de livraison ne préjuge en rien de la conformité des produits livrés.

### **4.1** Garanties

Les prestations sont garanties conformément à l'article 28 du CCAG-FCS, à compter du jour de leur admission.

L'offre fera apparaître les détails des conditions et délais de garantie proposée ainsi que les prestations de service après-vente.

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission, pendant une durée d'une année. Toutefois, si des conditions de garanties plus favorables sont précisées dans l'offre du titulaire, ces dernières primeront sur cet article.

Si au cours de leur utilisation, les fournitures livrées ne répondent pas à la durée de vie du produit, délai de garantie technique donné par le titulaire **dans son mémoire technique**, elles devront être remplacées dans un délai de 3 jours à compter de la mise en demeure adressée au fournisseur.